

<http://lipietz.net/La-tragedie-de-Toulouse-C-est-une-horreur-annoncee>

France-Soir

La tragédie de Toulouse : "C'est une horreur annoncée"

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: lundi 24 septembre 2001

Creation date: 20 août 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le candidat Vert à la présidentielle désigne des responsables : l'Etat, les élus locaux, les industriels.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette catastrophe ?

A.L. C'est une horreur, mais une horreur annoncée. Les Verts de Toulouse ont fait campagne lors des municipales sur ce danger mais ils n'ont pas été entendus. Ce dramatique accident est le résultat de plusieurs politiques irresponsables. D'abord, les directeurs de l'équipement et les élus locaux ont laissé l'habitat et les aménagements se développer autour d'une zone très dangereuse. L'entreprise a également eu un comportement irresponsable. Pour faire des économies de bouts de chandelles, TotalFinaElf a diminué considérablement le personnel en charge de la maintenance et a eu largement recours à la sous-traitance. Or la meilleure protection, c'est le savoir des ouvriers qui connaissent sur le bout des doigts les installations. Enfin, la troisième série d'irresponsabilités concerne les contrôleurs. Les organismes de contrôle privé qui accordent la norme ISO ont eu une grille d'analyse très libérale. Et les Directions régionales de l'industrie et de l'environnement n'ont visiblement pas effectué leurs contrôles en ayant en tête le principe de précaution.

Que préconisez-vous maintenant ?

A.L. D'abord, ne plus laisser construire d'habitations près d'un site dangereux. Il me semble indispensable de rétablir un contrôle beaucoup plus strict de l'administration sur les permis de construire. C'est une vieille bataille que l'on retrouve aussi dans le cas des zones inondables. Il y a de fortes résistances car il y a des enjeux économiques sous-jacents (prix des terrains, taxe d'habitation...). Ensuite, il ne faut plus laisser construire d'usines dangereuses à proximité d'habitations. C'est évident, et pourtant il y a un projet d'usine de nitrates en cours à quelques kilomètres de Brest. Enfin, quand on a des usines déjà encadrées dans une zone urbanisée, il faut préparer leur déménagement et, en attendant, être extrêmement vigilant sur la sécurité. On pourrait également songer à une interdiction de la sous-traitance sur les sites classés Seveso...

Mais si les industriels pratiquent le chantage à l'emploi... et délocalisent leur production, en Roumanie ou en Inde ?

A.L. Le risque est tout à fait réel. Ça s'appelle du dumping écologique. On va faire chez les pauvres ce qu'on ne peut plus faire ici. C'est un problème qui n'est pas nouveau. Dans le tiers monde, les gens sont entrain de commencer à résister contre ce genre de scandales. Je crois que la solidarité des consommateurs doit jouer et les consommateurs doivent boycotter les entreprises qui ont ce type de comportement.

Pensez-vous qu'il faut vraiment durcir la réglementation ou simplement l'appliquer sans tolérer les passe-droits des élus locaux ?

A.L. Quand les lois ne sont pas très fortes, on obtient des dérogations facilement. Mais on ne peut pas tout mettre sur le dos des élus. Déjà, l'administration était imprudente ; à Toulouse, il y avait une urbanisation autour de l'usine à l'époque où c'était l'administration qui accordait les permis de construire. Il y a certainement des améliorations législatives et réglementaires à faire, mais nous devons surtout veiller à l'application du principe de précaution. Et pour cela il faudrait écouter les associations de défense de l'environnement, et il faudrait aussi plus d'écologistes parmi les élus.

La tragédie de Toulouse : "C'est une horreur annoncée"

On a l'impression que vous êtes des Cassandres depuis plus de vingt ans mais que rien ne change...

A.L. La grande leçon, c'est sans un vote très fort à l'échelon local et national pour les écologistes, nos cris ne sont en effet que des appels de Cassandres. La démocratie est une arme magnifique, mais il faut s'en servir. Tant qu'on se contente de dire que les écologistes ont raison mais qu'il faut laisser à d'autres le soin de régler les problèmes qu'ils soulèvent, rien n'avancera.

PS:

Recueilli par E.L.B. et J.Z.